

CIR EVS 2019-18

CONVENTION D'INFORMATIONS RECIPROQUES RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DE LA BASE NAUTIQUE DU CHAMBON

La version garantie à jour de ce document est celle située dans la base Référentiel de Management de l'UPA

Entre

La **Commune de MIZOEN**, représentée par son Maire, Monsieur **Bernard MICHEL** faisant élection de domicile à Mizoen, Le village, 38142 Mizoën dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du

Et

La **Commune des DEUX ALPES**, représentée par le Maire délégué de Mont de Lans, Monsieur **Stéphane SAUVEBOIS**, faisant élection de domicile l'Hôtel de Ville, 48 avenue de la Muzelle, 38860 Les Deux Alpes dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommés les **BENEFICIAIRES**

d'une part,

Et

ELECTRICITE DE FRANCE, Société Anonyme au capital de 1 4639 719 402 euros, dont le siège social est situé à PARIS (8ème), 22-30 avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 552 081 317, représentée par Monsieur **Frédéric CORREGE**, dûment habilité à cet effet en sa qualité de **Directeur du Groupement d'Exploitation Hydraulique Ecrins Vercors**, faisant élection de domicile à Le Pont de Claix,

ci-après dénommée **EDF**,

d'autre part,

<input type="checkbox"/> Grand-Maison	<input type="checkbox"/> Romanche	<input type="checkbox"/> Drac-Amont	<input type="checkbox"/> Cusset	<input checked="" type="checkbox"/> CCH
<input checked="" type="checkbox"/> Saint Guillerme	<input type="checkbox"/> Drac-Aval	<input type="checkbox"/> Bourne Isere	<input type="checkbox"/> Isere-Aval	<input checked="" type="checkbox"/> Ast.EM- EVS

EXPOSE DES MOTIFS

ELECTRICITE DE FRANCE – U P ALPES (EDF) exploite la retenue artificielle du CHAMBON dans le département de l'Isère, en qualité de concessionnaire, conformément au cahier des charges de la concession approuvé par décret en date du 29 mars 1926.

Cet aménagement a été conçu et réalisé pour la satisfaction du Service Public incombant à EDF, c'est à dire la production d'énergie électrique et c'est dans le cadre de cette mission que sont également exploités les ouvrages de cette chute.

Les communes de Mizoën et des Deux Alpes (commune déléguée de Mont de Lans) bénéficient d'un accord en date du 7 juillet 1967 les autorisant à occuper les dépendances immobilières de ladite concession au Lieu-dit le Parizet pour y organiser des activités nautiques sur la retenue.

Ces dernières sont régies par l'arrêté 2014104-0035 du 14 avril 2014 portant règlement particulier de police de la navigation sur le plan d'eau formé par la retenue du Chambon.

Par mesure de sécurité, l'activité nautique a dû être suspendue pendant toute la durée des travaux de confortement du barrage, les parties se sont rapprochées pour convenir des conditions de leur reprise.

Cette convention a donc seulement pour objet de formaliser ces conditions.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention ne constitue en aucun cas une nouvelle autorisation à organiser des activités nautiques.

Son objet est limité à l'information :

- par les BENEFICIAIRES des modalités de leur organisation d'une part,
- et par EDF des conditions d'exploitation de ses ouvrages, et des risques associés d'autre part.

Cette convention ne constitue en aucun cas une autorisation qui est régie par le règlement de navigation (arrêté 2014104-0035 du 14 avril 2014) et vaut uniquement engagement d'EDF sur le maintien d'une cote estivale.

Article 2 : Obligations des BENEFICIAIRES

LES BENEFICIAIRES seront seuls responsables :

- de la relation avec leur délégataire, la SARL Chambon Loisirs Nautisme,
- de la mise en place de la signalisation, conformément à l'arrêté 2014104-0035 du 14 avril 2014. Cette mise en place devra se faire après concertation préalable avec le responsable du Groupement d'Usines de Saint Guillaume II,
- de l'intégration du risque lié aux variations de cote dans la retenue et des mesures prises pour assurer la sécurité des activités nautiques,
- de la gestion des risques liés aux interférences possibles avec d'autres activités.

LES BENEFICIAIRES s'engagent :

- à ne pas laisser de matériel dans la zone de marnage de la retenue en dehors des heures d'activité. La responsabilité d'EDF ne pourra être retenue en cas de submersion du matériel. Il est de la responsabilité des bénéficiaires de prendre les mesures adaptées pour supprimer ce risque.
- A respecter la navigation suivant l'arrêté 2014104-0035 du 14 avril 2014.

Article 3 : Informations et obligations d'EDF

La navigation sur le plan d'eau n'est autorisée qu'au-dessus de la cote 1020 m NGF.

Aussi EDF s'engage, hors circonstances exceptionnelles décrites à l'article 6, à maintenir le plan d'eau au-dessus de cette cote **du 1^{er} Juillet au 31 Août inclus.**

L'exploitation du barrage du Chambon s'effectue conformément à la consigne d'exploitation et aux consignes de crue approuvées par la DREAL.

Les risques sont liés :

- aux vitesses d'eau localement élevées,
- aux variations de niveau dues à une augmentation de débit ou à un abaissement préventif des retenues, les BENEFCIAIRES devront prendre toutes les précautions appropriées pour sécuriser les pontons.
- au transit des corps flottants,
- à la dangerosité des berges et des plateaux sédimentaires, sur lesquelles tout accostage est interdit,
- à l'instabilité potentielle des berges et aux risques d'intumescence en cas de chute de blocs.

EDF rappelle que les prévisions de crue sont de la responsabilité des autorités de l'État. Les informations officielles sur les états de crue sont consultables sur le site Internet : www.vigicrues.ecologie.gouv.fr/

Article 4 : Modalités d'échanges

Coordonnées EDF :

Concernant cette convention le correspondant EDF sur le terrain vis-à-vis de des BENEFCIAIRES est :

Le cadre d'astreinte du Groupement d'Usines de Saint Guillerme:

N° téléphone : 04 76 79 13 23 ou 06 08 55 83 90

Coordonnées des BENEFCIAIRES:

		téléphone	mail
Mairie de MIZOEN	Bureau	06 31 10 61 32 04 76 80 11 39	
Mairie des 2 ALPES	Astreinte services techniques	06 30 49 32 13	

Article 5 : Redevance

La présente convention est conclue à titre gratuit

Article 6 : Conditions suspensives

L'engagement d'EDF sur le maintien de la cote sera suspendu :

- en cas d'alerte sur un glissement de terrain risquant d'impacter la retenue : glissement de la Berche, « du tunnel » ou autre,
- en cas de situation climatique exceptionnelle,
- en cas d'événement exceptionnel lié à l'exploitation du barrage imposant une contrainte de cote ou de débit.
- En cas de non-respect par les bénéficiaires de leurs obligations décrites Article 2.

Avertissement : l'obligation réglementaire de procéder au curage devant la vanne de fond en 2020 est susceptible d'imposer des contraintes sur la cote de la retenue. EDF tiendra les BENEFCIAIRES informés et fera son possible dans l'organisation du chantier pour les minimiser.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur le 1er juillet 2019 et prendra fin le 30 septembre 2021, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, formulée par lettre recommandée avec préavis d'un mois. Elle pourra être reconduite à la maille tri-annuelle après une rencontre de retour d'expérience dans les limites de la validité de l'accord du 7 juillet 1967 et jusqu'au terme de l'exploitation du barrage par EDF.

EDF se réserve la possibilité, après consultation des BENEFCIAIRES de réviser la présente convention pour des motifs tirés de son exploitation et des nécessités de service public dont elle a la charge, motifs dont elle sera seule juge.

Les BENEFCIAIRES pourront, s'ils estiment ne plus avoir les moyens de répondre aux obligations définies précédemment, suspendre ou mettre fin à la présente convention en informant le gestionnaire administratif EDF.

Fait en 3 exemplaires,

Le

Représentant EDF :

F. CORREGE
Directeur du GEH Ecrins Vercors

Commune de Mizoën :

B. MICHEL
Maire de la commune

Commune déléguée
de Mont-de-Lans :

